

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1294** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Enjeux politiques

(Page 12)

Branle-bas pré-électoral

Passation de flambeau à l'ACP

Kasongo Mwema exhorte le personnel à redorer l'image de ce média public

(P. 3)

Chambre haute

Epée de Damoclès sur les absentéistes

(P. 2)



Lubao 2

L'école "Victoire" modernisée en 4 mois, la générosité de SK Della

(Page 3)

Nord-Kivu

(Page 12)

Alias M23 en instance d'un assaut sur Kabindi

Nyota TV

Retrouvez-nous sur 348 Canal+!

Quatre Corbeaux lourdement sanctionnés!

TP Mazembe à Kampala sans Tandi Mwape, Kabaso Chongo, C. Kouame et P. Kinzumbi

(Page 11)

Test COVID-19

L'ACAJ dénonce la tracasserie des services du ministère de la Santé à l'aéroport de N'djili

Des services du ministère de la Santé commis à l'aéroport international de N'djili, à Kinshasa, continuent d'exiger systématiquement des tests COVID aux passagers venant de l'étranger déjà vaccinés et ce, moyennant paiement de plus ou moins 50 USD. Cette pratique continue en violation de la décision prise lors du Conseil des ministres d'il y a une semaine, a dénoncé l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ).

Dans une correspondance adressée au ministre de la Santé publique avec copie au président de la République et aux autres membres du Gouvernement concernés par cette question, l'Association congolaise pour l'accès à la justice demande au ministre Jean-Jacques Mbugani de la Santé de répercuter la décision prise par le Conseil des ministres à ses services pour qu'ils arrêtent ces tracasseries.

Le président de l'ACAJ, Georges Kapiamba, estime qu'«il s'agit là d'une tracasserie qui doit être éradiquée»



Violences sexuelles

Plaidoyer pour un circuit de communication permanent entre Kinshasa et les provinces



Une trentaine des acteurs étatiques, de la société civile et d'autres, impliqués dans la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre, préconisent la création d'un circuit de communication permanent entre Kinshasa et l'intérieur du pays pour l'efficacité de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits. Ils ont fait cette recommandation à l'issue de leurs assises de deux jours organisés à Kisangani du 26 au 27 septembre à Kisangani (Tshopo), au cours des travaux consacrés à la restitution de l'ajout au communiqué conjoint sur les violences liées au conflit entre la RDC et l'organisation des Nations unies.

Ces travaux ont été organisés par le Bureau de la conseillère spéciale du Chef de l'État en charge de la jeunesse et lutte contre les violences sexuelles, Marie Antoinette Nsaya, avec l'appui de l'ONU Femme. Elle explique que ces actions sont menées pour éradiquer les violences sexuelles en période de conflit en RDC :

« Au niveau du pays, il y a déjà un fonds de réparation, il y a des lois sur les vio-

lences sexuelles qui sont également en chantier qui vont probablement être transmises bientôt au niveau du Parlement. Donc, il y a des actions législatives et en même temps des actions concrètes qui sont faites pour que petit à petit arrive à éradiquer les violences ».

Les participants à ces assises se disent engagés dans le respect des principes relatifs à la lutte contre les violences sexuelles, comme en témoigne le major magistrat Etienne Katambwe, président du tribunal militaire de garnison de Kisangani :

« Nous avons relevé le cas du certificat médico-légal et des fiches aussi que les médecins doivent remplir dans le dossier du magistrat instructeur, qui doit fixer le dossier devant le tribunal pour la dignité, pour l'honneur de la victime qui est violée. C'est pour lutter contre les violences sexuelles dans notre pays. »

Plusieurs défis restent à relever, notamment la prise en charge holistique ainsi que la réinsertion socioéconomique des victimes. La poursuite de la campagne « Tolérance zéro » immédiate est aussi plus qu'une nécessité pour lutter contre ce fléau en RDC, insistent les organisateurs.

Fonction Publique

Plus de 100 lauréats du concours de 2016 triment encore à Kinshasa

Cent dix-huit (118) lauréats parmi les 732 ayant satisfait au concours national organisé en 2016 dans le cadre de la réforme de l'administration publique en RDC triment à Kinshasa, après avoir reçu leur affectation le 27 janvier 2022. Ils manquent de tout, a témoigné, mercredi 28 septembre à Radio Okapi, leur porte-parole, Carl Balemba.



Ces lauréats n'ont ni logement, ni restauration moins encore les frais de transport pouvant leur permettre de rejoindre leurs lieux d'affectation, avec leurs

parents et plusieurs enfants des familles de ces lauréats n'ont pas pu terminer leur année scolaire, faute de moyens. D'autres n'ont pas connu la rentrée scolaire. Pour ces enfants, leur éducation est sacrifiée. D'autres familles sont chassées et vivent pratiquement dans la rue, tant à Kinshasa qu'à l'intérieur. Qui va vous prendre en charge pendant 10 mois alors que vous êtes venus pour l'Etat congolais ?», se plaint Carl Balemba.

Chambre haute

Epée de Damoclès sur les absentéistes



Le président du Sénat, Modeste Bahati, a annoncé lors de la séance plénière de ce jeudi 29 septembre 2022, la perte des sièges des sénateurs qui vont, sans autorisation, s'absenter au 3/4 des séances plénières d'une session conformément au règlement intérieur de cette chambre parlementaire.

Modeste Bahati Lukwebo a, dans la foulée, exempté entre autre son prédécesseur, Alexis Thambwe Mwamba, sur la liste des sénateurs qui pourront perdre, à cet effet, leurs mandats.

A en croire le speaker de la chambre

haute du parlement, le sénateur Thambwe qui était présent à la séance de ce jour, revenait d'une longue période de maladie et était autorisé par le bureau de soins médicaux.

" Nous avons été larges vu que par le passé nous étions pris par plusieurs choses mais cette fois, nous allons veiller au règlement ", a prévenu Bahati Lukwebo.

À noter que l'ex-président Kabila, de par son statut de sénateur à vie, ne sera pas concerné par cette annonce de Bahati.

Moïse Dianyishayi

Crimes graves

Un avant-projet de loi sur la réparation des victimes déposé au Parlement



Un avant-projet de loi portant principes généraux sur la réparation en faveur des victimes des crimes graves a été déposé au Parlement.

Le ministre national en charge de droits humains, Albert Fabrice Puella, l'a déclaré mercredi 27 septembre 2022 dans son discours devant les survivantes des violences sexuelles traitées à l'hôpital de Panzi au Sud-Kivu.

À l'en croire, les plaies des victimes méritent une réparation et une réconciliation avec le passé.

« On ne réparera pas suivant les humeurs, c'est pourquoi un avant-projet de loi a été déposé à l'Assemblée nationale sur la réparation des victimes de crimes graves. Cela parce que si on ne sait panser ces plaies, lorsqu'on ne sait pas nous réconcilier avec notre passé, plusieurs n'ont plus le sentiment d'appartenir à une République », a-t-il déclaré.

Le ministre Albert Fabrice Puella précise que le gouvernement congolais s'est engagé à lutter contre l'impunité et s'implique dans le processus de justice transitionnelle pour assoir la démarche de non répétition.

Dans la foulée, il indique qu'un fonds de réparation sera bientôt validé par le conseil des ministres et le gouvernement congolais est prêt pour l'accompagnement et la réparation des victimes.

Il a également appelé François Hollande à être l'émissaire de la RDC et a invité la communauté internationale au respect du premier article de la déclaration universelle des droits de l'homme.

« La femme est au centre du développement. Nous ne voyons plus nous occuper des conséquences mais soignons la cause. Pourquoi la politique de deux poids deux mesures ? Les hommes naissent égaux selon cette déclaration. La femme victime des violences soignée à Panzi vaut la femme de la France, vaut la femme des États-Unis, vaut la femme de l'Ukraine. Nous avons besoin de cet accompagnement », a-t-il martelé.

Il sied de rappeler que le ministre des droits humains a participé à l'inauguration d'un institut africain de chirurgie minimale invasive et a salué le travail abattu par les professionnels de la santé.

DéogratiasCubaka,(7/7.cd) à Bukavu

Lubao 2

L'école "Victoire" modernisée en 4 mois, la générosité de SK Della



dans des conditions précaires.

Comme l'a dit le président, Moïse Katumbi, ce n'est pas grâce à ses mines mais à l'éducation de sa jeunesse que la RDC se développera. À Lubao 2 dans le Maniema, les enfants n'étudieront plus sous une hutte mais dans une vraie école.

Les petits ruisseaux font les grandes rivières!, a-t-il annoncé sur Twitter.

Salomon Idi Kalonda a équipé cette école des pupitres pour les élèves ainsi que des tables et chaises de bureaux pour les enseignants et la direction. Les bénéficiaires de cette dotation ont exprimé leur reconnaissance au bienfaiteur.

Mêmes sentiments exprimés par le responsable de l'école Victoire qui a rassuré que l'acte de Kalonda restera à jamais gravé dans l'histoire de ce coin du pays.

En bon élève, le plus haut cadre du parti Ensemble continue d'imiter son mentor, Moïse Katumbi. Au nom du **«leadership au service des autres»**, le patron de la plateforme électorale AMK se rapproche davantage de son fief naturel.

Dans cette optique, l'homme de confiance de Katumbi a déjà initié plusieurs chantiers d'infrastructures notamment la réhabilitation de la route Kindu-Kibombo qui a permis le désengorgement des principaux territoires du Maniema.

Patrick Mputu/Ouragan.cd

Esprit nouveau d'une école nouvelle. Cris de joie, allégresse et pas de danses, tels sont les sentiments qui ont animés les écoliers et enseignants de l'école Victoire, modernisée par SK Della dans le village de Lubao 2 dans le Maniema profond. Infrastructure scolaire moderne, le cadeau que le conseiller politique de Moïse Katumbi (leader d'Ensemble) a offert aux enfants de cette contrée qui se trouve à 26 kilomètres de la ville de Kindu, est merveilleux. De l'avis des experts. L'œuvre réalisée grâce à la Fondation Dynamique Salomon Kalonda pour le développement (DSKD) est salutaire pour cette population abandonnée par le pouvoir public.

Le **«roi»** Salomon prend la connotation du sauveur de sa province d'origine, particulièrement de ce village dont les enfants étudiaient en dessous de pailles, exposés à toutes sortes d'intempéries, bref

Passation de flambeau à l'ACP

Kasongo Mwema exhorte le personnel à redorer l'image de ce média public

Le nouveau président du conseil d'administration de l'Agence congolaise de presse (ACP), le Pr. Tharcisse Kasongo MuemaYamba-Yamba, a exhorté le personnel de ce média public au travail bien fait, pour redorer son image. C'était au cours de la cérémonie de remise et reprise entre les comités de gestion entrant et sortant, tenue mardi, dans la salle de conférence de cet Etablissement public, sur l'avenue Tombalbaye, dans la commune de la Gombe.

Pour le Pr. Tharcisse Kasongo Muema, la réussite totale du mandat de la nouvelle équipe dirigeante est liée au travail en synergie entre son comité de gestion et l'ensemble du personnel de l'agence. C'est pourquoi, a-t-il dit, *«chacun doit assumer ses responsabilités et travailler en étroite collaboration avec les collègues et la hiérarchie pour un meilleur accomplissement de la mission dévolue à l'ACP»*. *«La compétence des agents et cadres de l'ACP n'est plus à démontrer, mais le seul problème est de savoir dans quelles conditions nous leur permettrons de travailler, pour réussir, par rapport aux attentes du Chef de l'Etat... Avec l'assiduité au travail du personnel de l'ACP, quelque chose de bon, de beau et de grand sera construit»*, a-t-il renchérit.

ACP, fer de lance du Programme du Président de la République

Le PCA a saisi l'occasion pour rendre un hommage mérité au Président Félix Antoine Tshisekedi pour le choix porté sur sa personne et les autres membres du comité de gestion. *«La confiance du Chef de l'Etat placée en nous ne signifie pas qu'il a désavoué l'ancienne équipe car il y a de nouveaux objectifs qu'il désire atteindre notamment en cette année électorale»*, a-t-il révélé, avant de rassurer que l'ACP va servir de fer de lance au programme du Président de la République.

Pour sa part, le président du conseil d'administration sortant, Nicole DimbambuBuanga, a réitéré ses remerciements à l'endroit des autorités pour la con-



fiance qui a été accordée au comité de gestion sortant, ainsi qu'au personnel de l'ACP pour son accompagnement durant leur mandat.

Elle a rappelé que le conseil d'administration sortant avait centré sa vision sur la modernisation et la restructuration de l'ACP, ce qui a permis de redorer l'image de marque de ce média public.

Le Pr. Lambert Kaboyi salue le progrès enregistré sous son mandat

Pour sa part, le directeur général sortant, le Pr. Lambert Kaboyi, a fait savoir que la vision de son comité de gestion a consisté à hisser l'ACP au diapason de grandes agences internationales, raison pour laquelle il avait axé son programme sur 3 points, à savoir investir dans l'homme, accroître la recherche pour l'amélioration de la qualité de production et restituer à l'Agence congolaise de presse ses attributs d'agence officielle.

Le Pr. Lambert Kaboyi s'est félicité des efforts fournis durant 4 ans à la tête de l'Agence et qui ont permis d'améliorer le social des agents et cadres, grâce à la signature d'un barème salarial propre à l'Agence, avant d'exhorter son successeur à poursuivre les démarches quant à ce.

Parmi les avancées enregistrées, l'ancien directeur général a cité notamment l'amélioration tant qualitative que quantitative du bulletin quotidien physique ; la publication en temps réel des informations via le site internet ; la publication des ré-

sultats de l'Examen d'Etat ainsi que la transformation de l'ACP en agence multimédia dotée d'une chaîne Youtube (ACP-TV).

De son côté, le secrétaire général à la Communication et médias André Mutombo, représentant le ministre de tutelle, s'est dit flatté par le calme et la sagesse dont font montre les agents et cadres de l'ACP, invitant d'autres organes des médias à suivre ce bel exemple. Il a encouragé l'ensemble du personnel à travailler en synergie avec le nouveau comité, pour l'épanouissement de ce média public.

Ali Kalonga, l'un des nouveaux administrateurs et ancien directeur général de l'ACP, a promis de mettre son expertise en marche, pour le décollage de cette mai-

son de presse, avec le concours de toute l'équipe dirigeante. *«Je suis sûr que les agents de l'ACP sont des vaillants combattants. Ensemble, nous réaliserons un travail de Titan»*, a-t-il dit.

Samedi 3 septembre 2022, une ordonnance présidentielle lue dans la soirée à Kinshasa, sur les antennes de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC), a annoncé la nomination à la tête de l'Agence Congolaise de Presse (ACP), d'un nouveau comité de gestion composé de : Tharcisse Kasongo MwemaYambaYamba, Président du Conseil d'Administration ; Bienvenu-Marie Bakumanya, Directeur général, et Jean-Médard Liwoso en qualité de Directeur Général Adjoint, rappelle-t-on.

ACP

Après la 77ème Assemblée générale de l'ONU

Le président Félix Tshisekedi regagne Kinshasa

Le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a regagné Kinshasa mercredi soir, par l'aéroport international de N'djili, après sa participation la semaine dernière à la 77ème Assemblée générale annuelle des Nations-Unies à New York, aux USA.



Pendant son séjour newyorkais, le Chef de l'Etat a échangé en tête-à-tête, après la cérémonie d'ouverture de ladite Assemblée, avec le Secr-

taire général des Nations Unies, Antonio Guterres. Aucune déclaration n'a été faite à la presse à l'issue de cette entrevue de près d'une heure.

Discours de vérités à l'ONU

Dans son discours à la 77ème Assemblée générale, le Président Félix Tshisekedi a notamment rappelé, du haut de la tribune de l'ONU, que son pays est victime d'une crise sécuritaire aigüe qui dure depuis plus de 20 ans dans l'Est de son territoire, *«une crise causée principalement par les convoitises que suscitent ses fabuleuses richesses naturelles et les ambitions de puissance de certains de ses voisins»*.

Stigmatisant le mal sécuritaire qui continue à ronger son pays, en dépit d'efforts internes et de la présence militaire massive de l'ONU en RDC et de son soutien diplomatique pendant 23 ans, il a déploré que *«plusieurs accords signés avec les groupes armés, et même avec les pays voisins, sous la garantie de la communauté internationale, et des mécanismes nationaux et internationaux n'ont duré que quelques mois»*.

Président en exercice de la Communauté économique des États

de l'Afrique centrale (CEEAC), Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a parlé également de l'expérience de la RDC et de la sous-région, en termes de leçons apprises pour renforcer le financement de l'éducation, afin de résoudre la crise de l'apprentissage en Afrique.

Le Chef de l'Etat a évoqué cette expérience de l'Afrique, lors du «Sommet mondial sur la transformation de l'éducation» (TES) tenu au bureau de l'Union africaine à New York, en marge de la 77ème Assemblée générale des Nations Unies.

Le Chef de l'Etat avait quitté Kinshasa dimanche 18 septembre à destination de New York aux USA. Il était accompagné de quelques membres du gouvernement, dont le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, et sa collègue de l'Environnement et Développement durable, Eve Bazaiba, rappelle-t-on.

ACP

Dossier 21.000 \$US

Sesanga et Kasekwa devant une commission spéciale de l'AN

Les députés nationaux Delly Sesanga et Jean-Baptiste Kasekwarisquent d'être invalidés par la commission spéciale temporaire mise en place à l'assemblée nationale, au sujet de l'affaire «21.000\$» que toucheraient les élus du peuple par mois depuis le début de cette année.

C'est le député national, Nanou Mamba, auteur de la motion qui a conduit à la mise en place de cette commission, qui l'a affirmé dans une interview accordée à 7SUR7.CD le mercredi 28 septembre 2022.

«...Les deux collègues courent une invalidation car cette commission spéciale n'est pas différente de celle des absentéismes », a révélé Nanou Mamba.

À l'en croire, ses deux collègues ont tenu des propos mensongers.

«...d'aucun ne pouvait mettre en doute les allégations mensongères, car ils

sont tous soupçonnés d'être aussi bénéficiaires. Le mal est si profond que les deux collègues devraient faire une contre campagne contre leurs pères. Ils ne s'y seraient pris autrement. Devant de telles allégations mensongères, j'ai pris le temps d'interroger notre règlement intérieur et celui-ci me précise dans son article 121 que tout député a l'obligation de sauvegarder à tout moment l'honneur et la dignité de ses fonctions ainsi que l'image de marque de l'Assemblée nationale », a fait savoir Nanou Mamba.

Sesanga s'assume

Il sied de signaler qu'un des députés nationaux appelés à être entendus par une commission spéciale de l'Assemblée nationale pour avoir affirmé que les députés touchaient 21 000 USD par mois, Delly Sesanga dit être serein à pouvoir répondre à toute invitation de n'importe quelle commission au niveau de l'Assemblée nationale.

« Je suis en train de mener depuis des années un combat pour la réduction du train de vie de l'Etat. C'est un combat de conviction, de fond et structurant pour notre pays. Je le mènerai jusqu'au bout, quoi qu'il en coûte et je ne me laisse pas intimider par quoi que ce soit. Ensuite je suis un député élu. Je suis à ma troisième

législature. Je suis très serein à pouvoir répondre à toute invitation de quelque commission que ce soit dans la vérité et l'intégrité », a déclaré Delly Sesangale mercredi 28 septembre.

Au cours de la plénière du mardi 27 septembre, les députés nationaux ont décidé de la mise en place d'une commission spéciale et temporaire devant auditionner les députés Delly Sesanga et Jean-Baptiste MuhindoKasekwa. D'après le député Nanou Mamba, initiateur de la motion, ces collègues doivent être entendus sur «leurs motivations» à confirmer des «allégations selon lesquelles un député national toucherait un «prétendu» montant de 21.000\$ au titre de salaire par



Sesanga assume ses propos.

« Je ne suis pas de nature à fuir mes responsabilités. J'assume mes propos et je les assumerai jusqu'au bout. Je mènerai ce combat quoi qu'il en coûte, quelles qu'en soient les sanctions au sein ou en dehors de l'Assemblée nationale auprès de mes compatriotes pour que nous ayons un Etat qui soit modeste mais efficace et capable de répondre aux besoins de notre population », a-t-il ajouté.

Martin Fayulu avait affirmé, via un communiqué, qu'un député national touche 21 000\$ au titre de salaire. Ce chiffre avait créé une polémique aux allures scandaleuses par comparaison à ce que touche un

fonctionnaire de l'État par exemple.

Appelés à éclairer l'opinion publique sur la question, seuls les députés Delly Sesanga et Jean-Baptiste MuhindoKasekwa ont déclaré que ce qu'ils percevaient pouvaient arriver au chiffre de 21 000\$ allégué par Martin Fayulu.

Signalons par ailleurs que cette commission est composée de 26 membres issus de toutes les 26 provinces de la République démocratique du Congo. Elle débute les auditions le lundi 3 octobre 2022 prochain!

LPE

Insécurité dans l'Est

François Hollande exhorte les Congolais à se mobiliser contre les violences et l'ingérence extérieure



L'ancien président français, François Hollande appelle tous les congolais à une mobilisation générale pour arrêter les violences commises dans l'Est et l'ingérence extérieure.

Dans son discours devant les femmes survivantes des violences sexuelles à Panzi, le mercredi 28 septembre 2022, il a salué le travail du docteur Denis Mukwege et de son personnel pour la prise en charge des femmes victimes des violences des guerres.

« Si les conflits demeurent, si la guerre continue, si les forces étrangères s'invitent où elles ne sont pas utiles et au contraire nuisible, s'il y a encore des violences qui sont commises par des groupes de toute sorte, alors vous pouvez opérer, soulager, mais ce processus ne finira pas, c'est pourquoi ma présence n'est pas seulement une visite, mais ça doit être une mobilisation pour lutter contre les violences faites à la femme et pour cesser toutes les ingérences extérieures en RDC », a-t-il déclaré.

Il a souligné que la France continuera à collaborer avec la RDC pour le retour effectif de la paix en RDC.

François Hollande a aussi rappelé que la RDC a la chance d'avoir Denis Mukwege, une personnalité qui est admirée et félicitée par le monde entier. Pour leur part, les femmes victimes des violences sexuelles ont demandé à François Hollande de plaider pour le retour de la paix en RDC.

Signalons que le Docteur Denis Mukwege a accueilli François Hollande à l'hôpital de Panzi. Sud-Kivu, le 28 septembre 2022 « Nous constatons qu'il y a des violences partout où il y a les guerres. Mais on parle moins des violences qui sont commises ici que dans d'autres endroits de la planète. Ce qu'il ne faut pas faire, c'est d'établir une hiérarchie entre les violences », a dénoncé mercredi 28 septembre à Bukavu, François Hollande.

L'ancien Président Français qui était en visite à l'hôpital de Panzi s'est exprimé sur la situation

sécuritaire dans la partie Est de la RDC, il a promis de mettre à contribution sa personne pour mener un plaidoyer à l'échelle internationale pour le retour de la paix en RDC. Il a également précisé que la France et d'autres personnalités vont continuer à se mobiliser pour que les crimes graves commis en RDC ne restent pas impunis.

Parlant d'une intervention militaire internationale en RDC, François Hollande pense qu'il faudrait une force internationale d'action et non d'interposition pour pacifier la région. Il pense également que si la MONUSCO n'était pas en RDC, la situation serait pire.

LPE

Un nouveau service chez le Dr Mukwege pour soigner les femmes violées

Les femmes victimes de viols atroces soignées dans l'hôpital du prix Nobel de la paix Denis Mukwege, dans l'est de la RD Congo, peuvent désormais bénéficier d'une chirurgie «sans cicatrice», dans un nouveau service ultra-moderne inauguré mercredi.

Créé avec le Pr belge Guy-Bernard Cadière, l'«institut africain de chirurgie minimale invasive» est installé dans l'enceinte de l'hôpital de Panzi du Dr Mukwege à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, une des provinces congolaises en proie depuis près de 30 ans aux violences de groupes armés.

Depuis la fin des années 90, Denis Mukwege y accueille des femmes victimes de viols, utilisés comme «armes de guerre» dans ces interminables conflits.

«Votre travail depuis tant d'années pour que les femmes soient réparées, traitées, suivies, réinsérées dans la société, va bien au-delà de l'est du Congo, c'est un exemple pour le monde», a déclaré lors de l'inauguration du nouveau département de l'hôpital l'ancien président français François Hollande.

«Votre présence est un message très fort, pour dire tout simplement que la violence n'est pas acceptable», lui a dit le Dr Mukwege. «Nous espérons, avec les survivantes, que nous sommes en train de trai-

ter, la troisième génération, que votre voix peut porter plus loin», a-t-il ajouté.

La chirurgie «minimale invasive», notamment par «laparoscopie», jadis appelée «chirurgie sans cicatrice», évite d'avoir à ouvrir le ventre pour opérer des organes, qu'elle permet d'atteindre avec l'aide d'une minuscule caméra et des instruments introduits par de toutes petites incisions, le tout contrôlé sur un écran.

«Le monde est frappé par de nombreuses violences, des guerres», où les femmes sont «victimes des pires atrocités», a déploré François Hollande, accompagné de son épouse, l'actrice Julie Gayet, elle-même impliquée depuis plusieurs années dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Il faut une «mobilisation pour lutter contre ces violences», a demandé l'ancien président français, qui a rappelé connaître de longue date le Dr Mukwege. «Dans aucun pays une femme ne doit avoir la peur au ventre en sortant de chez elle ou en allant travailler», a-t-il dit.

Mardi à Kinshasa, François Hollande avait plaidé pour «la fin des ingérences» et une force des Nations unies «plus efficace» pour ramener la paix dans l'est de la RDC.

AFP avec Taboola/ACTUALITE.CD

Forum TIC Tanzanie et RDC Rendez-vous en octobre à Lubumbashi



pilliers des liens amicaux entre les deux pays.

Il s'agira aussi de présenter la nécessité du commerce transfrontalier entre la République-Unie de Tanzanie et la RDC, ainsi que de créer des opportunités de commerce et d'investissement pour les entreprises impliquées dans les solutions.

Les attentes de deux pays

A l'issue de ces assises, la RDC et la Tanzanie vont mettre en place, à travers un réseau à haut débit, la fibre optique devant permettre la connectivité à large bande OFC entre la Tanzanie et la RDC (Kalemi-Moba-Uvira) par le lac Tanganyika.

Cette connectivité vise à profiter de la position géographique avantageuse de la Tanzanie qui octroie audit Forum des possibilités d'investissement dont dispose la RDC pour créer une économie bleue en Tanzanie.

Pour parvenir à un meilleur achèvement durant ces deux jours de rencontre, plusieurs activités sont prévues entre autres, une table ronde des investisseurs ainsi que des tables rondes sur différents sujets.

La source note qu'à la clôture des assises, il se déroulera une cérémonie de signature du protocole d'accord entre les entreprises B2B de la RDC et les entreprises tanzaniennes.

Plus au moins 300 participants sont attendus à l'occasion de ce rendez-vous de haut niveau des PT-NTIC.

Il s'agit notamment, des membres du gouvernement congolais et tanzanien, les institutions publiques, les acteurs des secteurs privés et publics de deux pays ainsi que des partenaires de développement, indique la source.

ACP

Un 1^{er} « Forum d'Investissement TIC, Tanzanie et République démocratique du Congo », est prévu du 18 au 19 octobre prochain, au Pullman Grand Karavia de Lubumbashi, dans la province du Haut Katanga, en République démocratique du Congo (RDC), a annoncé le ministre des PT-NTIC. Placé sous le thème : « Tirer parti des possibilités de collaboration en matière d'investissement, de commerce et d'affaires dans les TIC », ce forum a pour missions de permettre aux deux pays de partager leurs expériences en matière de partenariat public-privé dans le domaine des TIC et d'offrir une occasion unique aux participants et décideurs de poser les jalons pour l'élaboration des politiques d'investissement.

Ce Forum sur l'investissement dans les Technologies de l'information et de la Communication permettra également aux deux pays de se rapprocher davantage sur tous les plans et d'amorcer ensemble la transformation numérique de deux nations.

Il va, souligne la source, permettre à ces deux pays d'exposer les opportunités d'investissement dans le secteur du numérique ; présenter les possibilités d'investissement et d'affaires sur les plateformes, les solutions et les compétences en TIC pour tirer parti de l'économie numérique comme

2ème édition d'AFAWA Finance Series " Le genre au centre de l'intérêt des participants

La Banque africaine de développement (BAD), en collaboration avec AfricanGuaranteeFund (AGF) et l'association des banquiers de la République démocratique du Congo (RDC), organisent du 27 au 29 septembre 2022 à Kinshasa, la deuxième édition d'« AFAWA Finance Series », qui vise à relever les défis liés à l'accès au crédit et aux opportunités disponibles, en vue de créer une économie sensible au genre en RDC, indique un communiqué de presse. Le document indique que de nombreux acteurs clés de la politique de réglementation,

qu'elle vient apporter un plus à l'entrepreneuriat féminin en RDC. « L'initiative AFAWA vient consolider les efforts en cours en République démocratique du Congo (RDC) dont le gouvernement s'en réjouit grandement. Le premier financement de 5 millions USD qui sera débloqué, permettra de combler tant soit peu le déficit de financement criant qu'accuse la RDC en matière de financement des entrepreneurs féminins susceptible d'assurer l'égalité de sexe », a déclaré Nicolas Kazadi.

Le ministre Kazadi a fait savoir, à cet effet, que le pays s'est engagé à



des institutions financières et des femmes propriétaires des PME, prennent part à ces assises.

Invité à cette deuxième édition, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi a, dans son mot de circonstance, salué l'initiative de la BAD et d'Affirmative Finance Action for WomenAfrica (AFAWA), précisant

accélérer l'inclusion financière à travers de nouvelles stratégies.

« La RDC est fortement engagée à accélérer l'inclusion financière. A ce jour, le gouvernement est en train d'élaborer la stratégie nationale qui sera finalisée d'ici juin 2023. Cette stratégie sera assortie d'une feuille de route ambitieuse et claire qui portera 6 grands

objectifs stratégiques à savoir, l'accès aux services économiques et financiers ; davantage des crédits pour ménages et PME ; l'utilisation accrue de l'argent mobile et d'autres services relevant de la Fin-tech ; l'éducation et la promotion des consommateurs ; l'infrastructure et les institutions appropriées disponibles ; plus d'assurance aux particuliers et aux entreprises », a-t-il soutenu.

Selon lui, ces travaux couronnent les efforts menés par le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo qui a été plébiscité par ses pairs, Champion de la masculinité positive à travers des actions concrètes à impact visible. Ces actions, a-t-il ajouté, visent à réduire les inégalités et la discrimination des filles et femmes de la RDC et s'inscrivent dans l'objectif de l'autonomisation des femmes que s'est assigné le gouvernement.

La source note, par ailleurs, qu'AFAWA vise à fournir aux femmes un accès au financement, une assistance technique aux institutions financières et à favoriser un environnement propice à la réussite des entrepreneuses.

Le Directeur général du groupe AGF (AfricanGuaranteeFund), Jules Ngankam, s'est appesanti sur les efforts à mener pour favoriser l'accès au crédit aux entrepreneuses africaines.

Il a également fait savoir qu'en termes de participation à l'activité économique, le taux des femmes africaines est le plus élevé au monde, avant d'indiquer qu'en termes de participation au PIB, il reste le plus faible.

« L'Afrique est aussi le continent le plus dynamique en termes d'entrepreneuriat féminin mais l'accès au crédit aux femmes représente un

taux très faible », a-t-il dit, soulignant que la première raison est le manque du collatéral foncier qui est plus exigé par la banque. La deuxième est le manque des compétences.

Le Directeur général a fait noter que sa structure travaille pour changer ce paradigme.

Pour sa part, le président de l'Association congolaise des banques, Willy Mulumba, a rassuré la volonté des institutions bancaires du pays à booster l'entrepreneuriat féminin.

« Nous sommes engagés à accompagner les femmes africaines dans l'entrepreneuriat pour favoriser la création de la richesse afin de soutenir leurs familles », a-t-il dit en substance.

De son côté, le responsable pays de la BAD en RDC, SolomaneKone a partagé l'avis de l'éclosion de l'entrepreneuriat féminin, précisant qu'il n'y a pas meilleur pari que celui de la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Il convient de noter que, AFAWA Finance Series en RDC, est la deuxième édition après la Tanzanie qui a prévu plusieurs événements à travers l'Afrique pour montrer aux institutions financières les avantages économiques et commerciaux du financement des entreprises dirigées par des femmes.

AFAWA, a-t-il conclu, est une initiative de la BAD pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique. Celle-ci vise à combler le déficit de financement qui affecte les femmes en Afrique. Celui-ci est estimé à 42 milliards des dollars américains, signale-t-on.

ACP/LR

Après 4 ans d'interruption La fibre optique de nouveau active entre Kinshasa-Bandundu



Le directeur général de la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT), Didier Musete, s'est dit satisfait de la remise en service de la fibre optique sur l'axe Kinshasa-Bandundu après 4 ans d'interruption, à l'issue d'une réunion avec les cadres et agents de son entreprise dans le site de la SCPT situé dans la commune de N'Sele.

Didier Musete a invité les employés de la SCPT au sens de responsabilité, avant de les encourager à s'impliquer activement dans l'achèvement du projet de la fibre optique dans tous ses axes.

« Il est temps pour le gouvernement de la République, le comité de direction la SCPT ainsi que les opérateurs du secteur des télécommunications de relever les défis de développement dans ce domaine », a dit le DG de la SCPT.

Selon lui, l'enveloppe globale de ces travaux de réhabilitation du réseau national de fibre optique sur l'ensemble du territoire national est de plus de 200 millions de dollars américains.

La relance de l'axe Kinshasa-Bandundu ce jour, a-t-il dit, témoigne de la volonté et la détermination du chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi et du gouvernement central qui tiennent à offrir, au peuple congolais, les services de télécommunications de qualité.

Didier Musete a rassuré ce personnel de la SCPT de l'implication et de l'accompagnement du gouvernement central dans la réhabilitation de la fibre optique sur toute l'étendue de la RDC.

Les travaux de réhabilitation de la fibre optique sont en cours dans d'autres axes, signale-t-on.

ACP

Nord-Kivu

Les déclarants en douane lancent un ultimatum de 20 jours au gouvernement



Les déclarants en douane, réunis au sein de l'Association Congolaise des Commissionnaires Agréés en Douane (ACCAD), donnent un ultimatum de 20 jours au gouvernement congolais pour réhabiliter la route qui mène vers Ishasha, le deuxième poste frontalier entre la RDC et l'Ouganda en territoire de Rutshuru au Nord-Kivu.

Ils l'ont fait savoir dans une déclaration faite à l'issue d'une Assemblée Générale extraordinaire tenue le mercredi 29 septembre dans la ville de Goma.

Suite à l'occupation de Bunagana par les rebelles du M23, Ishasha est désormais, avec Kasindi à Beni, les deux importants points d'import-export entre les deux pays, et les commissionnaires en douanes, veulent voir la route Ishasha être réhabilitée car le trafic y a été doublé, voire triplé, suite à la rébellion de Bunagana.

« La route d'Ishasha recevait, deux véhicules par jour, aujourd'hui elle reçoit plus de 20 véhicules par jour, alors qu'elle est en détérioration terrible. Maintenant nous disons ceci, si cette route là n'est pas

arrangée dans 20 jours, nous allons arrêter le travail pour que l'État puisse l'arranger. Nos clients ne peuvent pas, non seulement passer dans des routes en insécurité, mais aussi faire des accidents. Cela doit cesser car nous payons toutes les taxes, c'est beaucoup d'argent que les opérateurs économiques libèrent », a déclaré Delliance Matata, président provincial de l'ACCAD au micro de 7SUR7.CD.

Dans le même temps, ce sont des millions de dollars qui sont perdus depuis une centaine de jours suite à la présence du M23 à Bunagana, un important centre commercial vital pour Goma et toute la province.

Il y a quelques mois, les commissionnaires en douane avaient suspendu leurs activités sur Kasindi, suite aux récurrentes attaques ADF qui étaient signalées dans la région. Des camions remplis des marchandises étaient pris pour cible et incendiés, mais aujourd'hui, les autorités ont instauré un convoi militaire pour accompagner les cargaisons, ce qui a contribué à la baisse du taux de criminalité sur ce tronçon routier.

Glody Murhabazi, à Goma

Tanganyika

Kalemie : la MONUSCO dote la police d'un centre hospitalier

Le ministre provincial des Infrastructures du Tanganyika a inauguré mardi 27 septembre un centre hospitalier pour la Police nationale Congolaise (PNC) au quartier Kabalo à Kalemie (Tanganyika).

Il s'agit d'un projet à impact rapide financé par la MONUSCO.

Cette formation sanitaire est dénommée « Centre hospitalier de référence général YavMukaya », du nom de commissaire provincial de la police du Tanganyika.

Le bâtiment qui abrite le centre hospitalier est constitué d'un laboratoire, d'une infirmerie, d'une salle de consultation, d'une maternité avec salle d'accouchement, d'une salle d'opération, d'une pharmacie, d'une salle d'hospitalisation pour les hommes et pour les femmes, d'un hall de dégagement ainsi que d'un bloc sanitaire composés de toilettes et douches.

Le commissaire provincial de la police du Tanganyika, le général YavMukaya exhorte le gouvernement provincial et les partenaires à équiper en matériels et en médicaments ce centre hospitalier, car il va aider non seulement les policiers et leurs dépendants, mais aussi la population :



« Nous demandons à ce que ce genre de projets ne se limitent pas qu'à Kalemie, mais que cela s'étende au niveau des territoires de la province et sollicitons aussi au gouvernement provincial et à nos partenaires un appui en matériels et en médicaments pour permettre au service de santé d'accomplir sa mission car le centre hospitalier sans équipement médical est une maison d'habitation ».

Au cours de la cérémonie, le représentant du chef de bureau de la MONUSCO/ Kalemie a rappelé que son institution va parachever tous les projets en cours sous son financement dans la ville de Kalemie.

Les travaux dont le montant n'a pas été révélé, ont été exécutés par l'ONG, Action citoyenne pour la paix et le développement.

Nord-Kivu

Beni : de fausses pièces d'identité opposent société civile et police



La tension s'observe depuis plus de trois mois entre les acteurs de la société civile et les policiers de la Légion nationale d'intervention (LNI), installés aux quatre barrières principales, à l'entrée et la sortie de la ville de Beni (Nord-Kivu). Cette tension fait suite aux tracasseries dont la population dit être victime de la part de cette unité de la police. Celle-ci rejette ces allégations, disant se livrer plutôt à la saisie de fausses pièces d'identité à ces postes de contrôle.

La situation remonte à plus de trois mois. De fausses pièces d'identité sont récupérées auprès de la population, dont la majorité provient de la région de Lubero, Butembo à desti-

nation de Mambasa en Ituri.

La société civile de la commune de Bungulu, où cette situation est le plus souvent vécue, se plaint :

« On n'accepte pas des attestations de perte de pièces. Il y a même des cachots érigés au niveau des barrières. Si vous n'avez pas l'argent, vous êtes immobilisé. Nous nous posons la question de savoir, est-ce que la LNI est une unité spéciale à laquelle on ne peut même pas toucher au niveau des barrières ? Le gouverneur de la province de l'Ituri, lui au niveau des barrières, est en train d'enlever les services qui ne sont pas habilités. Pourquoi pas celui du Nord Kivu ? »

Le commandant de la LNI dans la ville de Beni, colonel Justin Nyembo, fait comprendre que la situation actuelle nécessite une rigueur de contrôle des pièces d'identité qui n'est nullement une forme de tracasserie.

Le colonel Justin Nyembo a même exhibé plus de 1 500 fausses pièces d'identité saisies sur plusieurs personnes parmi lesquelles des suspects qui veulent vaquer d'un point à un autre du territoire et pour enfin infiltrer la ville.

Il appelle la population à la dénonciation des suspects, car la sécurité est une affaire de tous.

Mai-Ndombe

Kwamouth : " Il y aura enrôlement des électeurs "

Il y aura enrôlement des électeurs dans le territoire de Kwamouth, en province de Mai-Ndombe, malgré le conflit communautaire entre les communautés Téké et Yaka qui a frappé ce coin de la RD Congo.

Les assurances ont été données

quant à ce, à la gouverneure de cette province, Rita Bola, le mercredi 28 septembre 2022, à Kinshasa, par le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Denis Kadima.

« Nous sommes venues à la CENI pour en savoir davantage en ce qui concerne l'enrôlement des électeurs qui se fera bientôt. Nous venons d'avoir les assurances pour notre territoire de Kwamouth, qui est un peu



dépeuplé suite au conflit qui oppose deux tribus dans ce territoire », a déclaré la gouverneure du Mai-Ndombe au terme de leur échange.

Et de poursuivre : « Nous avons obtenu les assurances du responsable de la CENI qu'il y aura bel et bien enrôlement des électeurs à Kwamouth. Ce qui, à l'évidence nous redonne de l'énergie de nous y préparer afin de répondre positivement à cette obligation ».

Pour rappel, la Centrale électorale entend organiser l'opération de révision du fichier électoral dit enrôlement des électeurs avant la fin de cette année. Pour ce faire, elle a reçu récemment des kits d'enrôlement des électeurs qui sont actuellement soumis au test grandeur nature.

Prince Mayiro/7/7.cd

Rutshuru

Les villes mortes préjudicient des milliers d'élèves



Les enfants ne vont toujours pas à l'école depuis une semaine dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Les sources officielles affirment que cette fermeture des classes est liée à l'appel lancé par la coordination territoriale de la société civile à des journées villes mortes.

Plusieurs milliers d'enfants ne vont pas à l'école.

Jackson Tawira, un responsable de l'administration publique à

Kiwanja craint que cette jeunesse ne se livre à la délinquance ainsi qu'aux actes barbares dans la cité et ses périphéries.

Jackson Tawira, redoute également recrutement de ces enfants désœuvrés dans les groupes armés actifs dans la région de Rutshuru.

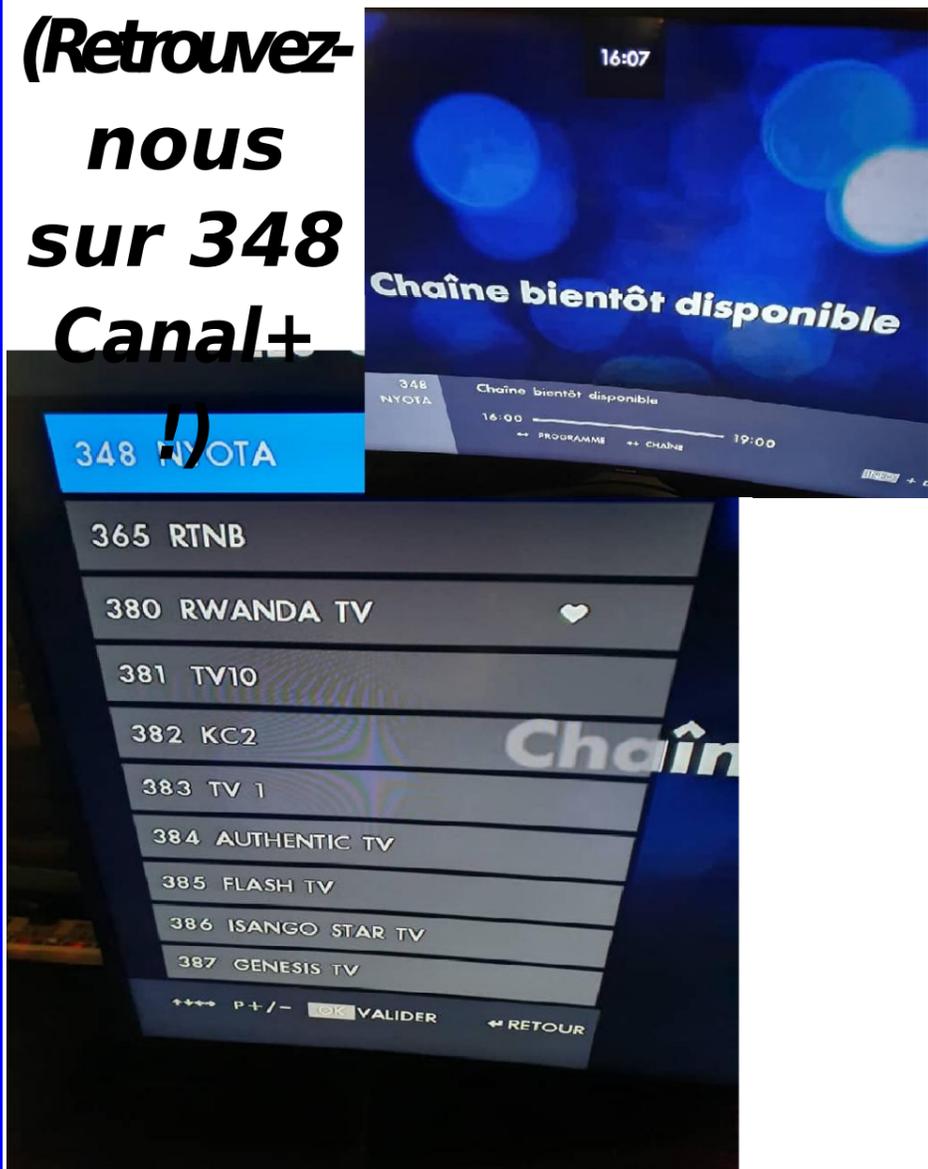
Pour sauver cette année scolaire, il plaide auprès des autorités compétentes pour « tout mettre en œuvre pour que le calendrier scolaire ne soit perturbé sur l'ensemble du territoire ».

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



Diplomatie: où est passé l'ambassadeur de la RDC à Bangui?

Esdras Kambale Bahekwa, ambassadeur du Congo-Kinshasa en Centrafrique serait introuvable dans la capitale centrafricaine. Selon une source locale, " il aurait traversé le fleuve Ubangi pour se mettre à l'abri sur le territoire congolais " .



Expéditeur d'une « dépêche diplomatique » destinée au chef de l'Etat congolais, le diplomate a été sidéré de retrouver ce document – transmise par le canal d'un conseiller à la Présidence – sur les réseaux sociaux.

Cette histoire pourrait se décliner comme une pièce de théâtre. En trois actes.

Premier acte: Faustin Archange Touadéra qui dirige l'Etat centrafricain depuis le mois de mars 2016 est en quête d'un troisième mandat. Au grand dam de ses opposants politiques et armés. Le comité de rédaction d'une nouvelle constitution mise en place a été invalidé par la Cour constitutionnelle en l'absence du Sénat. Le recours a été introduit par le Bloc républicain pour la défense de la Constitution (BRDC). Les groupes armés regroupés au sein du CPC (Coalition des patriotes pour le changement), dirigés par le nommé Ali Darassa, menacent de rentrer dans la capitale au cas où Touadéra et ses « ultras » seraient tentés de recourir à un « passage en force ».

Décidé à réaliser son « rêve », le président Toudéra a trouvé un allié de choc en la personne de son homologue rwandais Paul Kagame. « Ceux qui se ressemblent,

s'assemblent », dit-on. Les deux pays ont signé un accord de défense aux termes duquel des militaires rwandais sont affectés non seulement à Bangui mais aussi dans plusieurs villes frontalières du Congo-Kinshasa. C'est le cas notamment de : Mbaïki (Libenge/Sud Ubangi), Damara (Zongo/Sud Ubangi) et Bangassou (Bas Uélé).

Deuxième acte: Dans un article paru le 6 septembre, le média en ligne « *Corbeaunews-centrafrique.org* », étiqueté opposition, annonce l'arrivée à Bangui de 150 combattants du M23, camouflés en troupes régulières du Rwanda (RDF). « Pour le président Touadéra, note cette publication, les mercenaires de Wagner et les militaires rwandais ne suffisent plus pour protéger son régime dictatorial. Il fait appel aux rebelles du M23, et ces derniers viennent d'arriver en République centrafricaine ».

Dans son édition datée du 22 septembre, le même média d'enfoncer le clou en confirmant la présence des « rebelles » du M23 au pays de Barthélémy Bonganda.

Troisième acte: Coïncidence ou pas, le

23 septembre, l'ambassadeur congolais à Bangui prend sa plus belle plume. Il écrit une note confidentielle qu'il destine au Président de la République par le canal d'un des conseillers à la Présidence. Issu des « services », Esdras KambaleBahekwa a fait ce que tout Etat digne de ce nom attend de ses diplomates. A savoir notamment: observer et informer le pays d'envoi.

Dans sa dépêche diplomatique n°49/PR du 23 septembre 2022, le diplomate tire la sonnette d'alarme au vu du déploiement des militaires rwandais à Bangui et dans les villes frontalières citées précédemment. Selon l'ambassadeur Kambale, l'objectif avoué serait de « contrer les groupes armés qui forment la « CPC ». Il note, par ailleurs, que « lors de la relève, des militaires rwandais rentrés au pays reviennent en RCA en qualité d'investisseurs dans l'agriculture, le commerce général et autres acteurs productifs ». Pour lui, « en réalité, ils sont des réservistes ».

On imagine l'embarras – le mot est faible – de l'ambassadeur Kambale de découvrir sur la place publique la dépêche diplomatique destinée au premier magistrat du pays. Croyant détener un « scoop », des médias congolais diffusés sur YouTube n'ont pas hésité de publier ladite note en facsimilé. D'autres crient aux loups en parlant de « l'encerclement » du Congo-Kinshasa par des éléments du RDF « grillant » ainsi ce diplomate qui roule sa bosse dans ce métier depuis une vingtaine d'années.

Natif du Nord Kivu, l'ambassadeur « Esdras » fait par-

tie des fondateurs du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), cette « rébellion congolaise » qui a vu le jour...à Kigali en août 1998. C'était au lendemain de la rupture de la « coopération militaire » entre Mzee Kabila et ses ex-parrains ougandais et rwandais. En 1999, KambaleBahekwa rejoint le RCD-Kisangani dirigé par Wamba dia Wamba.

Qui a « fuité » la note confidentielle de l'ambassadeur de la RDC en Centrafrique? Pourquoi? La fuite a-t-elle eu lieu à la chancellerie à Bangui où au Palais de la Nation? Qui est le conseiller qui était chargé de transmettre cette dépêche au Président de la République? Mystère!

Sans vouloir stigmatiser le représentant de la RDC à Bangui, force est de constater que le Rwanda de Paul Kagame – et pourquoi pas l'Ouganda de Yoweri Museveni? – a laissé de nombreux « agents dormants » dans certains grands corps de l'Etat congolais. Les années AFDL, l'occupation de la partie orientale du pays et les dix-années de régime de « Joseph Kabila » ont permis l'implantation d'une « cinquième colonne » à démanteler.

Au moment de boucler ce « papier », il se confirme que l'ambassadeur congolais est toujours invisible à Bangui. Serait-il au Sud Ubangi? « L'ambassadeur Kambale est le seul chef de mission diplomatique à Bangui qui n'a pas de moyen de locomotion », confie une source locale bien informée. Une manière de dire que les diplomates congolais attendent toujours l'embellie promise lors de la conférence diplomatique tenue en février 2022 à Kinshasa.

Baudouin Amba Wetshi

Cuba

L'ouragan Ian plonge le pays dans le noir et fait évacuer la Floride

L'ouragan Ian a frappé Cuba mardi et privé d'électricité l'ensemble de l'île. Il devrait s'abattre sur la Floride mercredi soir.



L'île de Cuba est restée dans le noir tôt mercredi après que l'ouragan Ian a mis hors service son réseau électrique et dévasté certaines des plus importantes exploitations de tabac, un des principaux produits d'exportation du pays.

Les autorités ont travaillé toute la nuit pour rétablir progressivement l'électricité pour les 11 millions d'habitants du pays, selon un communiqué de l'Union électrique de Cuba.

L'ouragan a touché terre sous la forme d'une tempête de catégorie 3 à l'ouest de l'île, dévastant la province de Pinar del Río, où est cultivée une grande partie du tabac utilisé pour les cigares emblématiques de Cuba. Ce qui risque d'aggraver la conjoncture économique dans un pays déjà en proie à des toussotements ces derniers mois.

Des dizaines de milliers de personnes ont été évacuées et d'autres ont quitté la région avant l'arrivée de Ian. L'ouragan a provoqué des inondations, endommagé des maisons et renversé des arbres. Aucun décès n'a été signalé jusqu'ici.

Le président Miguel Díaz-Canel a visité la région touchée, selon les médias d'État.

Appels à évacuer en Floride

Aux États-Unis, la menace de l'ouragan Ian pèse désormais sur la Floride, État

du sud-est. Le National Hurricane Center (NHC), un organisme basé à Miami qui traque les tempêtes, a prévenu qu'Ian allait également provoquer des pluies diluviennes et des inondations côtières potentiellement mortelles dans certaines régions. Les autorités ont exhorté plus de 2,5 millions d'habitants à évacuer leurs maisons pour aller s'abriter sur des terrains en hauteur.

Dans plusieurs localités, les habitants ont vidé les rayons des épiceries, barricadé les fenêtres et se sont réfugiés dans des abris d'évacuation.

Selon le NHC, des inondations côtières pouvant atteindre 3,5 mètres sont à prévoir en raison des fortes vagues provoquées par le vent.

Le gouverneur de la Floride, Ron DeSantis, a prévenu tard mardi soir que l'évacuation deviendrait difficile pour ceux qui ont attendu beaucoup plus longtemps pour chercher refuge ailleurs, car l'augmentation des vents obligerait bientôt les autorités à fermer les ponts.

Près de 60 districts scolaires de Floride ont annulé des cours en raison de l'ouragan, a indiqué M. De Santis. Plus de 175 centres d'évacuation ont été ouverts dans tout l'État, a précisé le gouverneur, dont de nombreux bâtiments scolaires transformés en abris.

Selon les prévisions, Ian pourrait être l'un des ouragans les plus coûteux, avec des estimations des dommages allant de 38 à plus de 60 milliards de dollars.

Les compagnies aériennes commerciales ont signalé plus de 2 000 annulations de vols aux États-Unis liées à la tempête, l'aéroport international de St. Petersburg-Clearwater et l'aéroport international de Tampa ayant été fermés mardi.

Nigéria

Recours à Ethiopian Airlines pour relancer la compagnie nationale

Le transporteur éthiopien devient le principal actionnaire de Nigeria Air, la nouvelle compagnie aérienne nationale nigérienne attendue prochainement. Abuja souhaite à cette dernière un meilleur sort que la précédente, plombée notamment par la mauvaise gestion.

Ethiopian Airlines a remporté l'appel d'offres international lancé par les autorités nigériennes dans le cadre de la création de Nigeria Air, la nouvelle compagnie aérienne nationale du pays. Selon le ministre nigérian de l'Aviation, Sikira Hadi, le transporteur éthiopien a été préféré à plus d'une centaine d'autres soumissionnaires au terme d'un «processus minutieux», débuté en mars 2022.

Ethiopian Airlines devrait ainsi participer à 49% au capital de la future compagnie aérienne nationale nigérienne. Les autres actionnaires comprennent un groupe d'investisseurs privés en collaboration avec le Fonds souverain nigérian à hauteur de 46%. L'État quant à lui acquiert 5% des parts.

Sur les ruines de la défunte

Cette structure actionnariale répond au vœu maintes fois répété par le gouvernement de rester en retrait de la gestion de Nigeria Air. Le président Muhammadu Buhari et son équipe espèrent ainsi épargner à la nouvelle compagnie aérienne nationale le sort de Nigeria Airways. Propriété de l'État à 100%, cette dernière a vu sa gestion périlletter avant de cesser ses activités en 2003.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'idée de création de Nigeria Air lancée pour la première fois par Buhari en 2015 suscite encore bien des craintes au sein de la population. Mais le gouvernement parie sur la réussite du projet, fort de l'accompagnement d'Ethiopian Airlines.

Cette dernière est, en effet, considérée comme la meilleure compagnie aérienne en Afrique depuis 2017, selon les classements annuels successifs de l'organisme londonien spécialisé Skytrax. Une telle réussite détonne dans le secteur aérien afri-



cain marqué par des compagnies nationales très souvent en difficulté et sous perfusion financière étatique.

Rapprocher le Nigeria du monde

Selon Sikira Hadi, les débuts de Nigeria Air sont attendus après l'approbation du contrat de création par le Conseil exécutif fédéral. Un processus qui devrait s'achever d'ici 6 à 8 semaines, à en croire le ministre cité par la presse locale suite à sa sortie du 23 septembre 2022 sur le sujet.

Maroc

L'alcool frelaté fait 19 morts dans le nord du pays

Un total de 19 personnes sont décédées à Ksar El Kebir, une ville du nord du Maroc, après avoir consommé de l'alcool frelaté, un fléau récurrent dans le royaume, ont rapporté mercredi soir les médias locaux, citant une source hospitalière.

Un suspect de 48 ans a été arrêté mardi par la police pour son implication présumée dans la vente de l'alcool frelaté ayant causé la mort de



certaines de ses clients, selon un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Les victimes auraient consommé de l'alcool de contrebande acheté dans le magasin du suspect, d'après les médias citant des sources policières.

Lors de la perquisition du commerce, les enquêteurs ont saisi près de 50 litres d'alcool de ce type.

Une trentaine de personnes - âgées de 35 à 50 ans - ont dû être hospitalisées dans un état critique après cette intoxication, et deux d'entre elles se trouvaient toujours en réanimation.

Elles souffraient de céphalées, de vomissements, de crampes à l'estomac ainsi que de rougeurs oculaires, a expliqué un chef infirmier de l'hôpital de Ksar El Kebir au site d'information Le360.

Cet établissement hospitalier avait reçu mardi les corps de neuf victimes. Le bilan s'est ensuite alourdi mercredi à 19

morts, a précisé à la presse un responsable local du ministère de la Santé.

Leurs cadavres ont été transférés dans un hôpital de Tanger, la

préfecture de la province, pour «une autopsie afin de préciser les causes des décès», a-t-il ajouté.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel drame se produit au Maroc mais aussi en Tunisie et en Algérie.

En juillet 2021, une vingtaine de personnes sont décédées après avoir bu de l'alcool frelaté acheté chez un «guerrab» (vendeur illégal) à Oujda, dans l'est du Maroc.

En théorie, la loi marocaine interdit la vente d'alcool aux musulmans, soit 99% de la population du Maroc, où l'islam est religion d'État.

Mais dans les faits, on en trouve aisément dans les bars, restaurants ou encore dans des magasins sous licence qui le proposent discrètement à la vente derrière des vitres opaques ou d'épais rideaux.

Ghana

Un emprunt de 1,3 milliard de dollars pour booster les exportations de cacao

Le Ghana, deuxième producteur mondial de cacao derrière la Côte d'Ivoire, a recours chaque année à des prêts pour financer les achats de fèves de cacao.

Le CocoaBoard du Ghana (Cocobod), l'agence qui supervise l'industrie du cacao, signera jeudi un accord de prêt de 1,3 milliard de dollars avec des banques internationales pour financer les achats de fèves de cacao pour la saison 2022/23, a déclaré mercredi le porte-parole de l'agence.

Le Ghana, deuxième producteur mondial de cacao derrière la Côte d'Ivoire, a recours chaque année à des prêts auprès de banques internationales principalement pour financer les achats de fèves. Les deux pays d'Afrique de l'Ouest représentent environ 60 % de l'offre mondiale de cacao.

Le mécanisme de financement est conclu entre Cocobod et un consortium de banques et d'institutions financières avec le gouvernement comme garant, a précisé FifiBoafo, porte-parole de Cocobod.

Le Parlement a approuvé l'emprunt en juillet.

Selon des analystes, cette transaction permettra d'injecter dans l'économie nationale les liquidités en devises étrangères dont elle a tant besoin et réduira la forte demande de dollars, tout en renforçant la demande des consommateurs et en réduisant l'inflation.



Le cedi, monnaie nationale du Ghana, a été l'une des monnaies les moins performantes d'Afrique cette année, ayant perdu environ 30 % de sa valeur par rapport au dollar.

La production de cacao au Ghana est en forte baisse cette année, avec 689 000 tonnes au 1er septembre, alors que les prévisions précédentes étaient de 800 000 tonnes. Cette situation a incité l'Organisation internationale du cacao (ICCO), basée à Abidjan, à revoir à la hausse sa prévision d'un déficit mondial de cacao.

La baisse des rendements résulte en partie du fait que les agriculteurs utilisent moins d'engrais, les prix ayant augmenté dans le monde entier à cause de la hausse des coûts de l'énergie et des perturbations de l'approvisionnement causées par le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

La Fédération Wallonie-Bruxelles un partenaire indéfectible de la culture congolaise

Avant de repartir pour Bruxelles, Pierre-Yves Jeholet, ministre président de la Fédération



Wallonie-Bruxelles a assuré que le Royaume de Belgique veut renforcer sa coopération socioculturelle avec la République démocratique du Congo. Cette coopération s'articule durant quatre années soit de 2022 à 2026. D'ailleurs un des volets forts de sa visite au pays de Lumumba était l'inauguration du nouveau bâtiment du Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa. Un joyau culturel pourvu de locaux modernes et spacieux, des salles polyvalentes, des salles de spectacles pour animer la vie culturelle et la vie académique congolaise. Le bâtiment est le troisième plus grand de la coopération belge dans le monde, après ceux construits en France et en Allemagne. « **Nous devons amplifier la coopération entre le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et celui de la RDC dans les secteurs de l'Éducation, la culture, les médias, la coopération internationale et scientifique** », a indiqué à Ouragan.cd, le ministre président Pierre-Yves Jeholet. « **Je suis évidemment très satisfait. Le voyage a été reporté à deux reprises alors qu'on était impatients de venir à Kinshasa. On peut toujours dire que la coopération, ce sont parfois des petites gouttes d'eaux dans l'Océan. Mais, ce sont des gouttes tellement importantes par rapport au peuple congolais. Par rapport au soutien à la culture, à l'éducation, à la formation et l'entrepreneuriat féminin. Ce sont des éléments qui sont très importants et aussi avec l'importance des partenaires de terrain que nous avons rencontrés. Tout le travail de formation, d'encadrement aussi des personnes qui viennent apporter leur pierre à l'édifice ici. Vraiment, impres-**

sionné par toutes ces visites de terrain », a témoigné Pierre-Yves Jeholet lors d'une

conférence de presse à la Délégation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa.

Pour le ministre président, la Belgique considère la RDC comme le premier pays partenaire de sa coopération gouvernementale et un des partenaires les plus importants de sa coopération au développement. Cela, partant des relations historiques entre les deux pays. Ceci ne vient qu'amplifier cette entente bilatérale dans différents secteurs. Pour l'orateur, dans la fourchette de ces quatre années, sa Fédération va couvrir et apporter son appui dans les domaines de l'éducation, du genre, de l'économie, du sport et beaucoup plus la culture. Sur ce dernier domaine, Pierre-Yves Jeholet entend voir un programme très chargé et de qualité au niveau de la Délégation Wallonie-Bruxelles en RDC. Son souhait est de voir davantage d'artistes bénéficier de la mobilité entre les deux pays pour des raisons artistiques. Le programme culturel va s'enrichir davantage sur de nombreux vernissages des livres qui se font déjà, des cercles des écrivains, le prix littéraire Zamenga, les concours d'entrepreneuriat féminin, la projection des films, les jeudis critiques, les expositions et bien d'autres.

La Délégation Wallonie-Bruxelles projette également en début octobre, l'une de ses grandes activités, la Grande Rentrée Littéraire de Kinshasa. Au terme de sa visite de travail en RDC, Pierre-Yves Jeholet s'est dit satisfait des échanges avec les autorités et les partenaires congolais rencontrés sur le terrain. Il a été impressionné par le sens de créativité des artistes congolais, le dynamisme de la jeunesse et la montée de l'entrepreneuriat féminin.

Saint Hervé M'Buy/Ouragan.cd

Un pré-show annonce les couleurs du colloque international de la mode en 2023

Les acteurs de la mode congolaise pour le département AMCD ont un pré-show en prélude du Colloque international de la mode prévu en 2023 en République démocratique du Congo. D'après la modéliste Emma Zola, l'un des mem-



bres de la structure A.M.C.D, ces assises sont prévues dans la métropole congolaise du 16 au 17 décembre 2022, à la Maison de France de Kinshasa. La

rencontre revêt un caractère international dans la mesure où les re-

présentants de 12 différents pays sont attendus à ce pré-show. Ils vont bénéficier pendant deux jours de différents modules notamment aux panels, exposition, concours et autres animations des stands.

D'après Emma Zola, ce pré-show vise à développer les échanges entre les modélistes d'ici et d'ailleurs. « **Nous avons compris que nous devons évoluer et travailler avec les autres pour comprendre aussi leurs réalités** », a expliqué à Ouragan.cd, Emma Zola. Et quant au styliste Louison Mbeya, ce pré-événement vise aussi à promouvoir la mode congolaise et aussi projette l'implantation d'une industrie forte dans ce domaine pour booster l'économie et le budget national de la RDC.

Ce pré-show est programmé durant deux jours en perspective de l'organisation du premier colloque international prévu en 2023 sous la supervision de Gaby Amundala.

Face aux difficultés qui minent le secteur de la mode en RDC, Amigo Star, président des AMCD a conscientisé les professionnels du secteur à la résilience. Pour cet orateur, le combat pour la promotion de la mode est une affaire de tous les professionnels du secteur. « **Nous sommes tous concernés et personne ne peut s'en dédouaner... Battons-nous pour être plus professionnel...** », a martelé Amigo Star.

Saint Hervé M'Buy/Ouragan.cd

Lidiop, du papillon à la chanson

Auteur d'un deuxième album intitulé Another Vision, avec lequel il défend une approche acoustique de la musique, le Sénégalais Lidiop fait partie de ces artistes dont la cote grimpe dans le paysage musical français. Parcours d'un chanteur guitariste qui a écouté sa voix intérieure

teur du Xalaam lui aussi surnommé «le Bob Dylan sénégalais».

Cette sobriété qu'il a voulu mettre en avant sur ce nouveau projet répond également à l'envie de se montrer à nu artistiquement, en privilégiant une forme d'intimité. «*Ça me rappelle quand je jouais dans ma chambre, seul avec ma guitare*»,



malgré les multiples pressions, des bassins au micro, des moutons au métro.

Assis sur son tabouret, au milieu du Chick's Bar situé en plein du cœur du Vieux Nice, Lidiop quitte tout à coup sa *set list* prévue pour laisser son esprit vagabonder tandis que ses doigts se promènent sur les cordes de son instrument. Le voilà en un instant transporté sur sa terre natale, avec un soupçon de nostalgie. Les images se bousculent et les mots pour les décrire sortent tout seuls. Ainsi est né *Sénégal*, premier extrait du nouvel album du chanteur arrivé en France en provenance de Dakar il y a dix ans.

S'il l'a intitulé *Another Vision*, c'est pour souligner une autre dimension de sa musique, lui qui a été surtout vu à travers le prisme du reggae défendu sur le précédent *Soul'nMind* en 2018. Cette fois, guitare, percussions et parfois violoncelle accompagnent sa voix, dans un registre acoustique qui laisse davantage apparaître le courant folk sénégalais cher à Ismaël Lô. L'auteur du tube *Tajabone* fait d'ailleurs partie de ceux dont notre trentenaire a appris le répertoire par cœur, à une époque, tout comme celui de Souleymane Faye, ex-chan-

reconnait-il. Au départ, il la cachait sous le lit. «*Je viens d'une famille où je ne pouvais pas faire de la musique*», confie l'ancien sportif de haut niveau qui s'est fait les bras à la natation. Sa spécialité ? Le papillon, nage extrêmement physique. En dehors du sport, pour ses parents, l'avenir passait par les diplômes. Longtemps, jusqu'à ses vingt ans, il a donc suivi les injonctions.

Mais l'attirance pour la musique était déjà là de longue date. *Meta Dia*, aujourd'hui l'un des plus brillants représentants du reggae sénégalais installé aux États-Unis, est un «grand frère» qui a contribué à éveiller cette passion. «*Quand j'étais en sixième, il était à l'école British Council en face de mon établissement. Parfois je séchais pour le voir jouer avec sa guitare*», rapporte Lidiop, qui a invité son compatriote sur son album précédent. Il raconte aussi être allé, à quinze ans, chez Cheikh Ibra Fam qui venait de sorti un single pour l'en féliciter – l'ancien chanteur de l'Orchestra Baobab, avec lequel il «partage les mêmes valeurs spirituelles» bayefall lui a récemment confié la première partie de son concert parisien. (...)

Lidiop *Another vision* (Soulbeats Music) 2022

Quatre Corbeaux lourdement sanctionnés!**TP Mazembe à Kampala sans Tandi Mwape, Kabaso Chongo, C. Kouame et P. Kinzumbi**

Pour son déplacement à Kampala, le coach Franck Dumas va devoir faire sans ses deux défenseurs zambiens Tandi Mwape et Kabaso Chongo, sans son milieu de terrain Christian Kouame et sans son ailier

Philippe Kinzumbi. C'est ce qui a été décidé, le mercredi 28 septembre, lors de la réunion du Jury d'appel de la CAF.

Les joueurs payent ainsi au prix fort l'attitude inqualifiable de l'arbitre Maguette NDIAYE lors de la demi-fi-

nale retour de la Coupe de la Confédération face à Berkane lors de la saison dernière. Le referee sénégalais a mentionné, dans son rapport, avoir brandi des cartons rouges aux joueurs Kabaso CHONGO, Christian KOUAME et Philippe KINZUMBI. Par conséquent, ces trois joueurs sont suspendus pour quatre matchs. Tandi MWAPE écope d'un match de suspension pour les deux cartons jaunes reçus au cours de cette demi-finale de la Coupe de la Confédération.

Un très lourd handicap car les quatre sont des éléments majeurs du TPM...

Tirage au sort du CHAN**Des légendes africaines réunies samedi soir à Alger**

Une liste de stars composée d'anciens vainqueurs du Championnat d'Afrique des Nations TotalEnergies sera à Alger pour le tirage au sort du Championnat d'Afrique des Nations TotalEnergies Algérie 2022, prévu ce samedi 1er octobre dans la capitale algérienne.

La cérémonie du tirage au sort aura lieu à l'Opéra d'Alger à 19h00 heure locale (18h00 GMT/ 20h00 heure du Caire/ 21h00 heure d'Afrique de l'Est).

L'événement sera diffusé en direct sur les plateformes de la CAF et sur plusieurs chaînes de télévision en Afrique et au-delà.

Au rang des légendes invitées, Mohamed Nasnoush (Libye), Aymen Mathlouthi (Tunisie) et Robert Kidiaba (RD Congo). Les phénomènes Abdelmoumene Djabou (Algérie), Hytham Mustafa et Mohamed Tahir (Soudan) ainsi qu'Emmanuel Agyeman-Badu (Ghana) seront également présents.

Pour la première fois, 18 équipes prennent part à la compétition prévue du 13 janvier au 4 février 2023 en Algérie.

Le Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, les membres du Comité exécutif de la CAF, les membres du gouvernement algérien et d'autres personnalités du football africain sont également attendus à cette prestigieuse cérémonie.

Légendes invitées :

Robert Kidiaba (RD Congo) : L'ancien gardien de but international a presque tout gagné sur le continent avec la RD Congo et le TP Mazembe. Avec les Léopards locaux, il a remporté la première édition du CHAN en 2009. Au cours de ses années de gloire avec le TP Mazembe, Kidiaba a également remporté trois fois la Ligue des Champions de la CAF (2009, 2010 et 2015) et deux Supercoups de la CAF (2010 et 2011).

Aymen Mathlouthi (Tunisie) : Vainqueur du CHAN en 2011 avec la Tunisie, Mathlouthi a également un palmarès impressionnant en club. Il a remporté la Ligue des Champions de la CAF 2007 avec l'Etoile Sport-

tive du Sahel ainsi que la Coupe de la Confédération en 2006 et 2015.

Mohamed Nasnoush (Libye) : Le gardien libyena écrit l'histoire du CHAN en décrochant le titre d'Homme du match de la finale de l'édition 2014 remportée par les Chevaliers de la Méditerranée de Libye en terre sud-africaine. Le portier libyen est également un participant régulier des compétitions interclubs de la CAF avec Al Ahli SC.

Abdelmoumene Djabou (Algérie) : Djabou qui évolue à l'ES Sétif, a démarré sa carrière dans le même club. Il a également joué localement au MC Eulma et à l'USM Harrach avant d'être transféré en Europe. Il a été l'une des étoiles montantes du CHAN 2011. Il a participé à la Coupe du Monde de la FIFA 2014 au Brésil. C'est un participant régulier aux compétitions interclubs de la CAF.

Hytham Mostafa Karar (Soudan) : Il a commencé sa carrière de footballeur au club El Amir, puis a joué pour Hilal de 1995 à 2012. Il a été transféré à Merreikh en 2012 et à AhlyShandy en 2014. L'une des étoiles montantes du CHAN 2011.

Mohamad Tahir (Soudan) : Une autre légende soudanaise est le milieu de terrain qui a participé à la CAN 2008 avant de remporter les médailles de bronze du CHAN en 2011 et 2018.

Emmanuel Agyemang-Badu (Ghana) : Badu a joué pour différents clubs ghanéens au début de sa carrière avant d'être transféré en Europe. Il a disputé plus de 70 matches avec les Black Stars et a participé à cinq Coupes d'Afrique des Nations et à la Coupe du monde de la FIFA 2014 au Brésil. Il a participé à la première édition du CHAN en Côte d'Ivoire où l'équipe a été vice-championne. Actuellement, il est rentré chez lui pour jouer pour Accra Great Olympics FC.

CAF - Direction de la communication

COMMUNIQUE**Le Stade TPM n'a jamais été sollicité par Lupopo**

Se référant aux allégations mensongères qui circulent sur les réseaux et les milieux sportifs, le TP Mazembe précise qu'il n'a, en aucune occasion, reçu la moindre sollicitation écrite ou verbale pour l'utilisation de son Stade à Kamalondo par le FC Saint Eloi Lupopo. Le TPM tient ainsi à apporter cette mise au point officielle pour éclairer l'opinion publique.

**Match amical****L'AS VClub prend sa revanche sur Diables noirs à Kinshasa**

L'AS VClub a battu la formation brazzavilloise de Diables noirs (2-1), hier jeudi 29 septembre 2022, au stade des martyrs de Kinshasa, en match amical de préparation du deuxième tour de la Ligue des Champions de la Confédération Africaine de Football (CAF).

Taddy Agity Etekiama a ouvert le score pour les Moscovites à la 13ème minute de jeu, avant que Merveil Kikasa corse l'addition à la 53ème minute. Tenir Lutonadio réduit le score pour les visiteurs sur penalty à la 73ème minute de jeu.



Les poulains du coach Raul Shungu ont pris leur revanche, après avoir été battus par le même score, le dimanche dernier, au stade Alphonse Masamba Débat de Brazzaville.

Rappelons que, la team vert et noir de Kinshasa sera reçue par

Rail Club Kadiogo du Burkina Faso, le week-end prochain à Cotonou (Bénin), dans le cadre du match aller du deuxième tour de la Ligue des Champions de la CAF.

Gratis Makabi/opinion-info.cd

Enjeux politiques

Branle-bas pré-électoral

Si le doute est permis, selon les uns, les autres leaders politiques se montrent prudents et prévoyants. Aussi fourbisent-ils sans désespérer leurs armes en se lançant dans la pré-campagne électorale. Ce branle-bas constaté au pays et à l'étranger viserait à séduire les électeurs potentiels et obtenir des appuis nécessaires pour se positionner solidement avant 2023.

Se tiendront, se tiendront pas, l'opinion publique se perd en conjectures sur l'organisation en décembre 2023 des élections générales selon les prescrits de la Constitution. Ce doute a commencé par la remise en question du nouveau président de la Ceni et de son équipe. C'est la manière dont ils ont été désignés qui est mise en cause. Il en est de même de la Cour constitutionnelle dont la composition

serait pro-pouvoir. L'opposition estimait que Félix-Antoine Tshisekedi (Fatshi) aurait manigancé pour rempiler en s'appuyant sur ces deux institutions déterminantes dans le processus électoral et la confirmation des résultats des urnes.

Bon an mal an, les choses sont restées en l'état et il s'est observé dans les états-majors des partis politiques de l'opposition une sorte de prudence qui les a poussés : « On ne sait jamais, il faut se préparer à toute éventualité ». Fatigués de se battre contre ce qu'ils qualifient d'imposture, les opposants voudraient aller aux élections si jamais celles-ci étaient organisées dans les délais constitutionnels. Bien sûr, sans renoncer à la campagne de dénigrement du pouvoir en place lequel ne se laisse pas conter et occuper les médias et les réseaux sociaux

pour vanter son bilan. Tous les acteurs politiques ont compris que 2023 est une année éminemment politique et qu'il ne faudrait pas se faire prendre au dépourvu. Sous le prétexte d'implantation, de raffermissement ou d'éducation idéologique, tous les leaders politiques et sociaux se sont lancés à l'assaut des populations congolaises à travers le pays et à l'étranger, particulièrement en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique. Tous voudraient convaincre ce souverain primaire devenu très exigeant après avoir ouvert grandement les yeux, quand bien même la dimension tribalo-ethnico-provinciale continuerait à prendre le dessus la défense d'un projet de société comme cela se passe dans les grandes démocraties.

Des observateurs avisés ne s'empêchent de noter que déploiement et redéploiement des

forces politiques à travers le pays pourrait réserver des surprises l'année prochaine. Une reconfiguration de l'espace serait possible avant les joutes électorales. Mésalliances, nouvelles alliances, débauchages et autres compromis de dernières minutes pourraient s'inviter au rendez-vous de 2023. D'autant que, dans un contexte international dominé par la montée en puissance de la Russie face à l'Occident, la République démocratique du Congo ne pourrait pas échapper aux bouleversements pour un nouvel ordre mondial. Les politiciens congolais l'ont compris et voudraient se positionner en conséquence. Donc, le branlebas pré-électoral constaté actuellement au pays et à l'étranger procéderait de cette double visibilité.

LR

Nord-Kivu

Alias M23 en instance d'un assaut sur Kabindi



Des signes qui ne trompent pas. Les soldats rwandais, retranchés sous le pseudo M23, entendent relancer des hostilités sur le terrain contre les positions des soldats congolais. Ce faisant, ils ont entrepris de chasser les populations congolaises du village de Kabindi ; cette localité est complètement vidée de ses habitants depuis trois jours sur demande, selon certaines sources, des pseudo-rebelles du M23 qui occupent Bunagana depuis plus de trois mois. L'information, relayée par radiookapi, a été confirmée par les autorités coutumières locales.

Les rebelles du M23 auraient obligé mardi dernier les quelques habitants qui étaient encore présents dans le village de remonter vers Tchengerero, selon des sources locales. Cette manœuvre vise à dégager complètement la ligne des fronts en prélude d'une éventuelle reprise

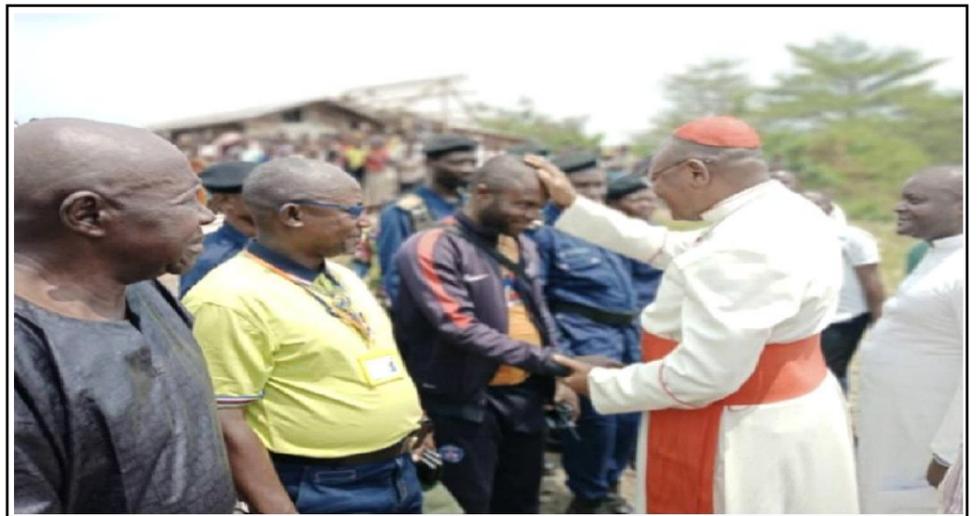
d e s hostilités. Kabindi, qui serait la dernière position ouest des rebelles du M23, est situé sur la rive Est du pont Rwanguba sur la rivière Rutshuru et qui est occupé par les FARDC. Pour l'instant, un calme précaire règne dans la zone, disent ces mêmes sources.

Il est à retenir cependant que la stratégie rwandaise vise à contraindre Kinshasa à s'inscrire dans le schéma de ses parrains anglais et américains pour des négociations avec les pseudo-rebelles. Stratégie ayant prévalu deux décennies durant et aux termes de laquelle l'Etat congolais subit une infiltration profonde des sujets rwandais. A moins d'une naïveté congénitale pour voir Kinshasa souscrire à la recette sur la table, compromettant ipso facto, l'affranchissement du pays de ce guet-apens coulé sous forme de schéma de Nairobi.

Ainsi que l'exhorte l'ancien président français François Hollande, les dirigeants congolais devraient s'appuyer sur la population congolaise pour une synergie déterminante. Les signaux sont suffisants quant à la disponibilité de tous, sans distinction d'appartenance politique, religieuse, tribale, à prendre part active à une initiative collective contre l'ennemi dont les arrières nichent outre-Atlantique.

LR

Le cardinal Ambongo exhorte les autorités nationales à débloquer la situation de Kwamouth



Le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque métropolitain de la province ecclésiastique de Kinshasa, a exhorté, mercredi, les autorités nationales à débloquer urgemment la situation de conflit qui déchire, depuis fin juillet dernier, les populations Teke et Yaka.

Selon une source onusienne, le cardinal Ambongo qui dirige la province ecclésiastique de la ville de Kinshasa (la ville de Kinshasa, les provinces du Mai-ndombe et du Kongo Central), a rencontré la population, au cours de sa mission pastorale de 4 jours, dans le territoire de Kwamouth, au Sud-Est de Kinshasa. « Il est urgent que les autorités du pays trouvent des moyens pour débloquer cette situation, qui peut avoir des conséquences sur la sécurité de la ville de Kinshasa, la capitale de la RDC », a-t-il renseigné.

Kwamouth, stratégique

Pour le cardinal Fridolin Ambongo, Kwamouth, est un endroit stratégique dont ces troubles peuvent avoir des lourdes conséquences sur la sécurité du pays en géné-

ral. Car, a-t-il soutenu, il est la « bouche du Fleuve Kwa », situé en amont de Kinshasa par rapport au fleuve Congo, dans une bifurcation où viennent se rencontrer les eaux qui charrient les rivières Kasai, Kwango, Kwilu, Lukenie et le fleuve Congo.

Par ailleurs, selon la même source, l'administrateur du territoire de Bagata, dans le Kwilu, Joseph Mankoto, appelle les populations de Wamba et d'autres villages à collaborer avec les services de renseignements. « La situation est sous contrôle » depuis hier mardi notamment à Fatundu et au village Bukusu, situé à la frontière entre les provinces du Kwilu et du Kwango, a-t-il dit.

Joseph Mankoto a invité également la population de Wamba à cultiver la paix et à éviter la justice populaire. Le conflit entre les Teke et les Yaka a déjà fait de nombreuses victimes humaines et matérielles depuis fin juillet 2022, à l'instar de ce qui s'était passé il y a quelques années dans le territoire de Yumbi, toujours au Mai-Ndombe, faisant plus de 500 morts.

AC